DÉCLARATION DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT DU PACIFIQUE

Majuro, République des Îles Marshall — 3 octobre 2014

La 25e Conférence du PROE s'est réunie du 30 septembre au 3 octobre 2014 à Majuro (République des Îles Marshall) en présence des délégués des États et Territoires suivants : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Royaume-Uni, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Les ministres de l'Environnement, les représentants des ministres et les chefs de délégation ont adopté la Déclaration suivante le 3 octobre 2014 :

NOUS, ministres, représentants des ministres et chefs de délégation de la région du Pacifique chargés de l'environnement :

1. **NOTONS** que l'environnement est essentiel pour le développement durable des États et Territoires insulaires océaniens, mais que de nombreux défis pèsent sur notre environnement, en particulier le changement climatique, l'exploitation non viable des ressources naturelles, y compris le commerce illicite des espèces sauvages, la gestion des déchets, la lutte contre la pollution et les espèces envahissantes, qui appellent des interventions intégrées, notamment au moyen d'une adaptation écosystémique.
2. **RECONNAISSONS** l'importance capitale de l'océan Pacifique pour les moyens de subsistance et le développement économique durable des peuples du Pacifique auxquels il apporte notamment leur alimentation, la protection de la biodiversité marine et la régulation de la variabilité météorologique et climatique, mais exprimons notre préoccupation devant l'accroissement des menaces, en particulier la surexploitation des ressources, les déchets marins, ainsi que le réchauffement et l'acidification de l'océan ;
3. **ENCOURAGEONS** la communauté internationale, par le biais du programme du PNUE sur les mers régionales et du Cadre pour le paysage océanique du Pacifique et d'autres initiatives, à renforcer son action en vue d'atténuer les pressions exercées au niveau mondial, régional et local sur les écosystèmes océaniques et insulaires ;
4. **RAPPELONS ENCORE** les menaces croissantes liées au changement climatique et à l'élévation du niveau de la mer, ainsi qu'à la fréquence croissante des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, et l'importance de la mise en œuvre de stratégies d'adaptation pratiques, de mesures de préparation aux catastrophes et du renforcement de la résilience des États, des Territoires et des peuples océaniens.
5. **RECONNAISSONS** l'importance de mobiliser des fonds à l'échelon mondial pour financer des actions d'adaptation et d'atténuation menées par les États et Territoires insulaires océaniens. Nous NOTONS toutefois que la mobilisation de ces financements nous pose des problèmes de taille. Nous EXHORTONS donc le Secrétariat à nous aider par un renforcement de nos capacités et une évaluation financière, afin de nous permettre d'obtenir une accréditation auprès de dispositifs financiers mondiaux.
6. **RECONNAISSANT** que les efforts déployés par les États et Territoires insulaires océaniens pour s'adapter aux effets du changement climatique ne seront pas couronnés de succès si le réchauffement planétaire dépasse 2 degrés Celsius, nous LANÇONS UN APPEL à tous les Membres

du PROE pour qu'ils se fassent les défenseurs des engagements de Paris en 2015 en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

7. **FÉLICITONS** le gouvernement et le peuple samoans pour la maestria avec laquelle ils ont accueilli et présidé la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui a notamment permis l'adoption du ***Scénario de Samoa***, et sollicitons le ferme soutien de la communauté internationale et son partenariat, en vue de la mise en œuvre du scénario.

8. **SOULIGNONS** l'importance de partenariats durables et réels pour relever les nombreux défis pesant sur l'environnement et le développement durable de la région du Pacifique, notant que ces partenariats doivent réunir les donateurs, les partenaires du développement, le secteur privé, la société civile, les organisations non gouvernementales et les organisations confessionnelles.

9. **RAPPELONS** la Déclaration de Majuro sur le leadership dans le domaine du climat qui affirme que nous sommes tous responsables et devons agir d'urgence afin de réduire et d'éliminer progressivement la pollution liée aux émissions de gaz à effet de serre pour prémunir les générations actuelles et futures contre une crise climatique, et nous ENGAGER à accélérer et à renforcer nos efforts pour nous préparer et nous adapter aux effets du changement climatique dont les incidences ne cessent de s'aggraver.

10. **ACCUEILLONS AVEC SATISFACTION** les engagements pris en faveur de l'environnement par les chefs d'État et de gouvernement lors du 45e Sommet du Forum des Îles du Pacifique et du Dialogue post-Forum, tenus aux Palaos, en particulier leurs engagements à améliorer la conservation et la gestion de l'océan Pacifique en appliquant la Déclaration des Palaos : *Notre vie, notre avenir – Mettre le cap sur la durabilité,* en continuant de mettre en œuvre le Cadre pour le paysage océanique du Pacifique et de soutenir l'Alliance pour l'océan Pacifique lancée à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement[1].

11. **SOMMES ENCOURAGÉS** par le soutien témoigné par les chefs d'État et de gouvernement aux efforts de lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique, par leur reconnaissance de l'action menée par certains États et Territoires océaniens pour lutter contre les espèces envahissantes, et par l'appel lancé aux partenaires du développement afin qu'ils soutiennent les initiatives conduites dans le Pacifique pour la prévention, la lutte et l'éradication des espèces envahissantes.

12. **SALUONS** le projet de *Stratégie de développement à l'épreuve du climat et des catastrophes naturelles* (SRDP) portant des orientations pour un développement à l'épreuve du climat intégrant les risques liés au changement climatique et aux catastrophes dans le développement politique, social, écologique et économique des États et Territoires insulaires océaniens, et ACCUEILLONS AVEC SATISFACTION l'intention de l'Union européenne (UE), de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds d'appuyer la mise en œuvre de la SRDP et la proposition de Partenariat pour la résilience du Pacifique, et appelons à la prise de toutes les mesures nécessaires pour assurer l'adoption et la mise en œuvre rapides de la Stratégie dans le Pacifique.

13. **SALUONS** le travail accompli par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) pour renforcer la gestion et la gouvernance environnementales en partenariat avec les États et Territoires océaniens, et encourageons la poursuite de cette collaboration par le biais de la 2e phase de mise en œuvre du projet des pays ACP sur les AME financé par l'Union européenne et le projet de renforcement des capacités dans le domaine des AME envisagé par le FEM, et d'autres initiatives pertinentes.

[1] Note: Les Fidji ne sont pas actuellement membres du Forum des îles du Pacifique et ne sont pas partie de la Déclaration de Palau.

14. **APPELONS** les Membres et partenaires du PROE à veiller à la bonne mise en œuvre du *Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020*, et prenons acte des résultats de la neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, tenue aux Fidji en décembre 2013. Nous nous réjouissons de la présentation prochaine du Cadre au Congrès mondial sur les parcs qui se tiendra en novembre à Sydney.

15. **RECONNAISSONS** les efforts collectivement engagés pour améliorer la gestion des déchets solides et dangereux dans la région du Pacifique, constatons que la gestion des déchets et la pollution continuent de menacer gravement les environnements naturels et bâtis et le développement durable, et encourageons tous les partenaires, y compris les bailleurs de fonds et les partenaires du développement, la société civile, le secteur privé et les pouvoirs publics à maintenir leur soutien aux actions déployées pour mieux gérer les déchets et la pollution.

Nous, Ministres, Représentants des ministres et Chefs des délégations de la région du Pacifique chargés de l'environnement, exprimons notre gratitude au Gouvernement de la République des Îles Marshall pour l'hospitalité bienveillante et généreuse qui nous a été témoignée pendant notre séjour à Majuro.